Conseil du XVI^e arrondissement

Séance du 24 mars 2025

Le lundi 24 mars 2025 à 19 heures, les membres du conseil du 16^{ème} arrondissement de Paris se sont réunis dans la salle des fêtes de la Mairie du 16^{ème} arrondissement, sur convocation adressée individuellement à chacun des conseillers par Monsieur le Maire du 16^e arrondissement, le 18 mars 2025, conformément aux dispositions des articles L. 2121-9, L.2121-10, et L.2121-12 du code général des collectivités territoriales (C.G.T.).

Une convocation complémentaire a été adressée le 21 mars 2025.

Publication de La convocation et de l'ordre du jour ont été effectuées aux mêmes dates sur le panneau de la Mairie du XVI^e arrondissement prévu à cet effet.

Etaient présents :

Jérémy REDLER, Samia BADAT-KARAM, Jacques-Frédéric SAUVAGE, Marie-Hélène DORVALD, Katherine de MEAUX, Ali OUBAALI, Bruno LIONEL-MARIE, Bérengère GREE, Franck ALEM, Vanessa EDBERG, Benjamin GIRAUDAT, Sandra BOELLE, Béatrice LECOUTURIER, Antoine BEAUQUIER, David ALPHAND, Véronique BALDINI, Chloé CHOURAQUI, Bénédicte RENHAS, Laura LAMBLIN BENICHO, Freddy COUDRIER, Alexandra BAROUCH, Laure ANSQUER, Gilles MENTRE, Véronique BUCAILLE, Julie BOILLLOT, Joséphine MISSOFFE,

Absents ayant donné procuration :

Gérard GACHET, Isabelle NIZARD, Lisa LELLOUCHE, Julien GUEDJ, Francis SZPINER, Éric HELARD,

Etaient excusés :

Stéphane CAPLIEZ, Aurélie PIRILLO, Emmanuel MESSAS, Hanna SEBBAH, Jennifer BUNAN, Sophie MALLET, Rodolphe BORGNIET,

Monsieur Jérémy REDLER Maire du 16^e arrondissement, constatant que le quorum est atteint, ouvre la séance à 19h sur l'ordre du jour prévu par la convocation à laquelle étaient jointes des notes de synthèse en application de l'article L.2121-12 du C.G.C.T. Le secrétariat de la séance est assuré par Madame Chloé CHOURAQUI, Conseillère d'Arrondissement.

Ordre du jour initial

- **162025027** Désignation du secrétaire de séance.
M. Jérémie REDLER rapporteur.
- **162025028** Adoption du compte rendu de la séance du 27 janvier 2025.
M. Jérémie REDLER rapporteur.
- **162025029** Centre Paris Anim' Point du Jour.
M. Ali OUBAALI rapporteur.
- **162025030** Ankara mode de gestion.
M^{me} Sandra BOËLLE rapporteur.
- **2025 DFPE 127** Subvention (50 483 €) et conventions avec l'association « ABC Puériculture » (16^e) pour la réalisation de travaux de rénovation et de mises aux normes dans deux établissements.
M^{me} Sandra BOËLLE rapporteur.
- **2025 DFA 2** Concession de services pour l'exploitation de mobiliers urbains d'information à caractère général ou local supportant de la publicité à titre accessoire.
M^{me} Samia BADAT-KARAM rapporteur.
- **2025 DLH 18** Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de regroupement de chambres et de réhabilitation de logements dans divers arrondissements réalisés par ELOGIE-SIEMP.
M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.
- **2025 DLH 31** Octroi, réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par Paris Habitat.
M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.
- **2025 DLH 74** Location de l'immeuble 1, rue Chaillot 16e à Paris Habitat — Bail emphytéotique.
M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.
- **2025 DLH 96** Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux réalisés par Paris Habitat.
M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.
- **2025 DLH 106** Modification du règlement municipal fixant les conditions de délivrance des autorisations visant la location de locaux à usage commercial en meublés de tourisme.
M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.
- **2025 DAE 84** Pieds d'immeubles de programmes de logements sociaux d'Elogie-Siemp : garantie à hauteur de 50 % du service des intérêts et de l'amortissement d'un emprunt de 25.322.935 euros.
M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.
- **2025 DAC 251** Subventions (10 550 euros) à neuf associations d'anciens combattants et comités du Souvenir et signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs.
M^{me} Katherine de MEAUX rapporteur.
- **2025 DAE 105** Convention d'occupation du domaine public pour un emplacement commercial — Parc de Bagatelle – 16^e arrondissement.
M. Bruno LIONEL-MARIE rapporteur.
- **2025 DAC 7** Subventions (830 000 euros) en faveur de trois structures organisatrices de festivals en plein air et avenants à conventions avec deux de ces associations.
M^{me} Bérengère GREE rapporteur.

- **2025 DVD 27** Tramways T3 de la porte de la Chapelle à la porte d'Asnières, de la porte d'Asnières à la porte Dauphine (16^e, 17^e, 18^e) Lignes T8 et TZen5. Communication du bilan annuel 2024 des projets.
M^{me} Vanessa EDBERG rapporteure.
- **2025 DVD 30** Parc de stationnement Gros Boulaivilliers (16e) — Convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes avec Paris Habitat et Principe de délégation de service public.
M^{me} Vanessa EDBERG rapporteure.
- **2025 DEVE 1** Plan Biodiversité 2025-2030 de Paris.
M. Benjamin GIRAUDAT rapporteur.
- **2025 DEVE 2** Mise à disposition de compétences et de services entre la Ville de Paris (Direction des Espaces Verts et de l'Environnement) et l'Établissement Public Paris Musées.
M. Benjamin GIRAUDAT rapporteur.
- **2025 DFA 12** Avenant n°3 à la DSP du Jardin d'acclimatation (16^e/Avenant n°1 à la CODP relative à l'ancien Musée des Arts et Traditions Populaires (MATP) (16^e).
M. Benjamin GIRAUDAT rapporteur.
- **Q162025047** Question Orale posée à Jérémy REDLER, Maire du XVI^e arrondissement, par Julie BOILLOT, Conseillère d'arrondissement, relative à la place du Trocadéro.
- **V162025048** Vœu relatif à la non-utilisation du plastique dans les cantines scolaires et les crèches.
- **V162025049** Vœu relatif à l'identification de « lieux sûrs » en cas de danger.

Ordre du jour complémentaire

- **162025050** Adoption de l'ordre du jour complémentaire du 21 mars 2025.
M. Jérémy REDLER rapporteur.
- **2025 DAC 346** Subventions (900 000 euros) et conventions avec 29 établissements cinématographiques parisiens.
M^{me} Bérengère GREE rapporteure.
- **2025 DEVE 26** Subventions versées à 5 associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien de la PC ferroviaire (12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e et 20^e) et d'équipements sportifs 13^e.
M. Benjamin GIRAUDAT rapporteur.
- **2025 DEVE 27** Subventions à 4 associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien horticole d'espaces verts (12^e, 16^e, 18^e et 20^e).
M. Benjamin GIRAUDAT rapporteur.
- **2025 DFPE 50** Subventions (8 652 864 €), avenant n° 1 avec l'association ABC PUÉRICULTURE (16e) pour ses 25 établissements d'accueil de la petite enfance et son service de garde à domicile.
M^{me} Sandra BOËLLE rapporteure.
- **2025 DFPE 54** Subvention (2 032 492 euros), avenant n° 1 à l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris (U.D.A.F de Paris) (9e) pour ses onze établissements d'accueil du jeune enfant.
M^{me} Sandra BOËLLE rapporteure.
- **2025 DFPE 51 2025 DFPE/DSOL 51** — Subventions (138 650 euros) et conventions à six associations, pour leurs actions visant à renforcer les liens parents-enfants par des activités partagées, ludiques, etc.
M^{me} Laura LAMBLIN BENICHOU rapporteure.

- **V162025057** Vœu relatif à la restauration du grand orgue de l'église Notre-Dame d'Auteuil.
- **V162025058** Vœu relatif à la dénomination d'une allée Albert Ouzoulias chemin des réservoirs dans le XVI^e arrondissement.
- **V162025059** Vœu relatif au désenclavement du quartier du bas de Passy.
- **V162025060** Vœu relatif à l'autorisation à emprunter les « voies bus » pour les véhicules de personnes à mobilité réduite titulaires de la carte mobilité-inclusion.
- **V162025061** Vœu relatif à la rénovation de l'éclairage public sur l'avenue Foch à Paris (XVI^e).
- **V162025062** Vœu relatif au soutien de la Ville de Paris au développement d'un projet muséal consacré à Hector Guimard au sein de l'hôtel « Mezzara » (Paris XVI^e).

La séance est ouverte à 19 h 09.

➤ **162025027** Désignation du secrétaire de séance
M. Jérémie REDLER rapporteur

Sur proposition de M. REDLER, et en l'absence d'avis contraires et d'abstentions, M^{me} Chloé CHOURAQUI est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.

À l'unanimité du Conseil d'arrondissement, Mme Chloé CHOURAQUI est désignée secrétaire de séance.

➤ **162025028** Adoption du compte rendu de la séance du 27 janvier 2025.
M. Jérémie REDLER rapporteur.

M. REDLER indique que la Direction générale des services n'a reçu aucune observation sur ce procès-verbal qui a été soumis aux élus du Conseil d'arrondissement.

M^{me} BOILLOT rappelle avoir déposé, lors du dernier Conseil d'arrondissement du 27 janvier, un vœu visant à soutenir Boualem SANSAL par l'affichage de son portrait sur le frontispice de la mairie. Elle souligne que M. REDLER lui avait alors fait part de sa propre intention d'engager une démarche similaire et avait, en conséquence, accepté de voter en faveur de ce vœu. Elle ajoute qu'il lui avait précisé que la bâche était en cours d'exécution et s'étonne que, deux mois plus tard, le portrait ne soit toujours pas installé.

M. REDLER lui assure que la bâche a bien été installée sur les grilles de la mairie dès le 28 janvier et propose à M^{me} BOILLOT de lui montrer son emplacement à l'issue du Conseil d'arrondissement.

M REDLER met le compte rendu de la séance du 27 janvier 2025 aux voix.

Le compte rendu de la séance du 27 janvier 2025, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

➤ **162025050** Adoption de l'ordre du jour complémentaire du 21 mars 2025.
M. Jérémie REDLER rapporteur.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations sur l'ordre du jour complémentaire.

En l'absence de remarques, M REDLER met cette délibération aux voix.

L'ordre du jour complémentaire du 21 mars 2025, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

➤ **162025029** Centre Paris Anim' Point du Jour.
M. Ali OUBAALI rapporteur.

M. OUBAALI explique que le centre Paris-Anim' Point du Jour et son annexe Mesnil Saint-Didier sont actuellement gérés dans le cadre d'une délégation de service public arrivant à échéance le 31 août 2026. Compte tenu du savoir-faire spécifique nécessaire à l'animation socioculturelle et de l'équilibre financier du service, dont environ 39 % des charges sont couvertes par les recettes, il est proposé de reconduire ce mode de gestion.

En conséquence, le Conseil du 16^e est invité à demander à la maire de Paris de lancer une nouvelle procédure de délégation de service public à compter du 1^{er} septembre 2026.

M. OUBAALI invite le Conseil d'arrondissement à émettre un avis favorable sur cette délibération.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met la délibération aux voix.

Le projet de délibération 162025029, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **162025030** Ankara mode de gestion.

M^{me} Sandra BOËLLE rapporteur.

M^{me} BOËLLE explique que la délibération vise à engager une nouvelle procédure de marché public. En effet, le marché en cours, portant sur l'exploitation de l'établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 8 rue d'Ankara, dans le 16^e arrondissement, dont la société est titulaire depuis le 1^{er} août 2019, arrivera à son terme le 31 juillet 2025.

Cet équipement municipal de 38 places, inscrit à l'inventaire des équipements de proximité du 16^e, fait partie des 12 crèches municipales de l'arrondissement.

Afin d'assurer la continuité de l'accueil des tout-petits, âgés de 0 à 3 ans, dans le respect des normes d'encadrement, M^{me} BOËLLE propose à l'assemblée d'émettre un avis favorable à la délibération.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met aux voix la délibération.

Le projet de délibération 162025030, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DFPE 127** Subvention (50 483 €) et conventions avec l'association « ABC Puériculture » (16^e) pour la réalisation de travaux de rénovation et de mises aux normes dans deux établissements.

M^{me} Sandra BOËLLE rapporteur.

M^{me} BOËLLE explique que la délibération a pour objet l'octroi d'une subvention pour des travaux de mise aux normes et de rénovation des locaux de deux établissements, l'un situé dans le 16^e et l'autre dans le 12^e. Elle précise que l'établissement concerné dans le 16^e est celui des Oursons, situé rue La Fontaine.

Elle indique que cette aide représente 15 % du coût total des projets, le solde étant financé par la CAF.

M^{me} BOËLLE demande à l'assemblée de donner un avis favorable à cette subvention de travaux, qui permettra d'offrir de meilleures conditions d'accueil aux tout-petits.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met aux voix la délibération.

Le projet de délibération 2025 DFPE 127, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DFA 2** Concession de services pour l'exploitation de mobiliers urbains d'information à caractère général ou local supportant de la publicité à titre accessoire.

M^{me} Samia BADAT-KARAM rapporteure.

M^{me} BADAT-KARAM explique que la délibération porte sur le renouvellement du contrat de concession de services pour l'exploitation des 1 630 mobiliers urbains, destinés à afficher des informations municipales, culturelles et associatives, avec une part limitée de publicité. Elle précise que ce contrat, attribué à Clear Channel France, devenu Cityz Média, arrivera à échéance en mars 2025.

La Ville de Paris a lancé une nouvelle procédure de concession pour la période 2025-2027. À l'issue de la mise en concurrence, Cityz Média a présenté l'offre la mieux classée, selon les critères de la Ville, comprenant une redevance minimale garantie de 26 millions d'euros sur deux ans, ainsi qu'une amélioration de la qualité d'exploitation et de maintenance.

La Ville propose donc d'attribuer le contrat à Cityz Média pour une durée de deux ans à compter de mars 2025.

M^{me} BADAT-KARAM invite les élus de l'arrondissement à émettre un avis favorable sur cette délibération.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations.

M^{me} BOILLOT exprime sa gêne vis-à-vis de cette délibération, non pas en raison du contenu de celle-ci ni des documents annexés fournis par la mairie de Paris, mais à cause d'une interview du directeur général de Cityz Média parue dans *Le Figaro Économie*.

Dans cette interview, le DG explique comment il prévoit de rendre ce nouveau marché avec la Ville de Paris rentable. M^{me} BOILLOT souligne qu'une nouvelle règle a été instaurée, prévoyant qu'en 2025, 75 % des affichages soient consacrés à l'information municipale, tandis que 25 % seront dédiés à la publicité mercantile. En 2026, cette proportion évoluera pour atteindre 90 % d'information municipale et 10 % de publicité mercantile.

Cependant, M^{me} BOILLOT s'inquiète de la répartition des 1 632 mobiliers urbains d'information (MUI). Elle rapporte que le DG de Cityz Média a annoncé que 75 % des installations seraient concentrées dans l'Ouest parisien, zone particulièrement prisée par les marques pour cibler les habitants et consommateurs. Elle appelle donc à une vigilance accrue, en particulier dans le 16^e arrondissement, afin d'éviter que celui-ci ne se retrouve avec un nombre excessif de MUI.

De plus, elle interroge la cohérence de la politique de la maire de Paris visant à réduire la publicité. En effet, elle constate que les grands annonceurs continuent à dominer le marché des MUI, tandis que les petits annonceurs se tournent vers les vitrines des commerces, où des écrans digitaux diffusent des publicités. Elle critique ainsi l'impact limité de la politique d'Anne Hidalgo et souligne la nécessité de rester particulièrement attentifs à la répartition des MUI dans le 16^e arrondissement.

M^{me} BADAT-KARAM explique avoir demandé que la mairie du 16^e bénéficie de davantage d'affichage.

M. REDLER propose de mettre aux voix la délibération.

Le projet de délibération 2025 DFA 2, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement avec 7 abstentions.

- **2025 DLH 18** Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de regroupement de chambres et de réhabilitation de logements dans divers arrondissements réalisés par ELOGIE-SIEMP.

M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.

M. SAUVAGE propose au Conseil d'arrondissement de regrouper les délibérations 2025 DLH 18, 2025 DLH 31 et 2025 DLH 96, car elles concernent toutes la réitération d'emprunts pour financer des programmes de rénovation ou de création de logements sociaux : le regroupement de chambres de bonne pour la 18, l'acquisition de logements de la caserne Chalvidan pour la 31 et le conventionnement d'un logement PLAI pour la 96.

M. SAUVAGE souligne que ces propositions ont déjà été votées. En ce qui concerne la troisième délibération, 2025 DLH 36, il exprime des doutes sur la nature exacte du logement à conventionner, se demandant s'il ne s'agit pas d'une loge de concierge transformée en logement.

M. SAUVAGE note une fois de plus que ces opérations concernent des PLAI ou des PLUS et jamais de PLS ou de PLI. Il propose donc à l'assemblée de s'abstenir sur ces trois délibérations.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met aux voix la délibération.

À l'unanimité, le Conseil d'arrondissement s'abstient sur le projet de délibération 2025 DLH 18, mis aux voix par M. REDLER.

- **2025 DLH 31** Octroi, réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par Paris Habitat.

M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.

À l'unanimité, le Conseil d'arrondissement s'abstient sur le projet de délibération 2025 DLH 31, mis aux voix par M. REDLER.

- **2025 DLH 96** Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux réalisés par Paris Habitat.

M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.

À l'unanimité, le Conseil d'arrondissement s'abstient sur le projet de délibération 2025 DLH 96, mis aux voix par M. REDLER.

- **2025 DLH 74** Location de l'immeuble 1, rue Chaillot 16^e à Paris Habitat — Bail emphytéotique.

M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.

M. SAUVAGE explique que la délibération concerne l'immeuble situé au 1 rue de Chaillot, qui comprend 11 logements, dont 6 sont vacants, ainsi que 2 commerces. Il s'interroge particulièrement sur l'avenir des 5 logements occupés et fait référence à l'expérience actuelle de la rue de Passy, où Paris Habitat tente de forcer les locataires à quitter les lieux. M. SAUVAGE précise que la mairie du 16^e soutient activement ces locataires dans leur résistance et redoute que la situation devienne similaire rue de Chaillot.

Cependant, ce qui choque le plus M. SAUVAGE, c'est le coût exorbitant de l'opération. Il rappelle que l'achat de l'immeuble représente 5,5 millions d'euros, auxquels s'ajoute une commission de 150 000 euros et des travaux estimés à 2,8 millions d'euros, portant le coût total de l'opération à 8,4 millions d'euros. Cela revient à 750 000 euros par logement pour les 11 unités, et à 1,4 million par logement pour les 6 logements vacants.

M. SAUVAGE juge cette situation totalement ubuesque et propose donc de voter contre cette délibération.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations.

M^{me} BOILLOT souligne que la direction régionale des finances publiques d'Île-de-France et de Paris a émis un avis favorable sur l'opération, bien qu'elle ait observé dans son rapport que le taux de rendement est inférieur à celui des opérations habituelles. En effet, alors que le taux habituel se situe autour de 4 %, celui de cette opération est de 3,3 %. Malgré cette différence, le service de l'État a validé l'opération. M^{me} BOILLOT souhaite savoir si une telle situation est courante.

M. SAUVAGE indique que cette situation est malheureusement assez courante. Il souligne que les bailleurs sociaux expriment des inquiétudes concernant les charges qui leur sont imposées par ce type d'opération, bien qu'ils ne les forment pas publiquement, puisqu'ils dépendent de la Ville.

Si les services de l'État valident effectivement ce montage, M. SAUVAGE s'interroge sur l'impact financier de telles opérations pour la Ville de Paris, compte tenu de leur coût élevé pour un nombre aussi restreint de logements.

M. REDLER remercie M. SAUVAGE et propose de mettre aux voix la délibération avec un avis défavorable de l'exécutif.

Le projet de délibération 2025 DLH 74, mis aux voix par M. REDLER, est rejeté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DLH 106** Modification du règlement municipal fixant les conditions de délivrance des autorisations visant la location de locaux à usage commercial en meublés de tourisme.

M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.

M. SAUVAGE rappelle que, depuis 2021, la Ville de Paris a instauré un règlement municipal soumettant à autorisation la transformation de locaux commerciaux en meublés de tourisme. La délibération soumise au vote propose de modifier ce règlement pour l'adapter au nouveau Plan Local d'Urbanisme et à la jurisprudence.

Les principaux changements comprennent l'ajout d'un critère d'interdiction pour les locaux situés dans les zones protégées, les secteurs encadrés du PLU et les linéaires commerciaux, en particulier dans le Marais et le 7^e arrondissement. De plus, le critère d'équilibre urbain est modifié, le critère relatif au changement de destination des commerces en hébergement hôtelier est supprimé, et les seuils de densité pour évaluer l'impact des meublés touristiques sont désormais précisés. Les autres critères restent inchangés.

M. SAUVAGE souligne qu'il existe une forte demande pour la transformation de locaux commerciaux en meublés touristiques, ce qui suscite une réserve de la Ville de Paris que la mairie du 16^e peut facilement partager, notamment en raison des nuisances que ces meublés peuvent engendrer, notamment pour les riverains des immeubles concernés.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations.

Mme RENHAS pose une question sur l'impact de la vacance de locaux commerciaux sur le chiffre d'affaires des commerces voisins. Elle se demande si la transformation de commerces vides en logements touristiques pendant un certain temps ne pourrait pas constituer un complément d'activité et craint que ces restrictions puissent limiter l'activité commerciale en général.

M. SAUVAGE estime que le principal problème des meublés de tourisme réside dans les désagréments qu'ils occasionnent souvent aux autres occupants des immeubles. Il précise qu'en dépit de quelques commerces vacants, une demande subsiste pour les commerces dans le 16^e arrondissement, qui ne restent généralement pas inoccupés très longtemps. Le 16^e n'est pas comparable à certaines zones où des rues entières de commerces sont fermées. Cependant, il estime qu'il est nécessaire de trouver un équilibre, car la multiplication des demandes de transformation de locaux commerciaux, voire d'appartements, en meublés de tourisme, commence à poser des problèmes.

M. REDLER remercie M. SAUVAGE et propose de mettre aux voix la délibération.

Le projet de délibération 2025 DLH 106, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement avec 8 abstentions.

- **2025 DAE 84** Pieds d'immeubles de programmes de logements sociaux d'Elogie-Siemp : garantie à hauteur de 50 % du service des intérêts et de l'amortissement d'un emprunt de 25.322.935 euros.

M. Jacques-Frédéric SAUVAGE rapporteur.

M. SAUVAGE indique que la société ELOGIE-SIEMP sollicite la garantie de la Ville de Paris pour un emprunt de 25 millions d'euros souscrit auprès de La Banque Postale, destiné à financer divers projets commerciaux dans plusieurs arrondissements de Paris, ainsi qu'une crèche associative dans le 20^e arrondissement.

Concernant le 16^e arrondissement, il précise que l'immeuble situé au 6, place du Docteur Paul Michaux est concerné par ce financement.

M. SAUVAGE exprime son soutien à cette demande, soulignant que celle-ci favorise la création de commerces.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met aux voix la délibération.

Le projet de délibération 2025 DAE 84, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DAC 251** Subventions (10 550 euros) à neuf associations d'anciens combattants et comités du Souvenir et signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs.

M^{me} Katherine de MEAUX rapporteure.

M^{me} de MEAUX souligne le rôle fondamental des associations et des comités d'entente des anciens combattants et du souvenir dans les commémorations et la transmission de la mémoire des quatre générations de feu, de la Première Guerre mondiale aux opérations extérieures, au travers notamment de leurs interventions dans les établissements scolaires, lycées, collèges et écoles. Ils apportent également, dans la mesure de leurs moyens, un soutien moral et matériel aux anciens combattants.

Elle précise qu'une subvention de 1 500 euros est attribuée au comité d'entente des associations des anciens combattants et victimes de guerre du 16^e arrondissement, un montant inchangé par rapport aux années précédentes.

En reconnaissance du dévouement de celles et ceux qui ont servi ou servent encore la France, et afin de préserver et transmettre leur mémoire, M^{me} de MEAUX appelle l'assemblée à voter favorablement cette délibération.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met aux voix la délibération.

Le projet de délibération 2025 DAC 251, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DAE 105** Convention d'occupation du domaine public pour un emplacement commercial — Parc de Bagatelle – 16^e arrondissement.

M. Bruno LIONEL-MARIE rapporteur.

M. LIONEL-MARIE explique que la Ville de Paris accorde des autorisations de longue durée permettant à des commerçants d'exercer sur la voie publique et dans les espaces verts, contribuant ainsi à l'animation des quartiers, au maintien du lien social et à l'attractivité économique de la capitale.

Dans ce cadre, un appel à propositions a été lancé du 6 au 25 février 2025 pour attribuer un nouvel emplacement commercial au sein du parc de Bagatelle. Un comité de sélection, incluant la mairie d'arrondissement, a examiné les candidatures. À l'issue de cette procédure, l'emplacement a été attribué à M^{me} Laëtitia CHEMIN, gérante de la société Au Sourire de Paris, pour une activité alimentaire. La redevance a été fixée de manière progressive, débutant à 3 000 euros la première année et atteignant 5 000 euros la dernière année.

M. LIONEL-MARIE propose d'approuver cette affectation et d'autoriser la mise en œuvre de l'exploitation commerciale par le lauréat.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met aux voix la délibération.

Le projet de délibération 2025 DAE 105, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DAC 7** Subventions (830 000 euros) en faveur de trois structures organisatrices de festivals en plein air et avenants à conventions avec deux de ces associations.

M^{me} Bérengère GREE rapporteure.

M^{me} GREE explique que la Ville de Paris subventionne plusieurs festivals de spectacles vivants et que cette délibération vise à attribuer un montant total de 830 000 euros de subventions pour trois événements en 2025 : le festival Paris l'Été dans le 19^e arrondissement, le festival du Théâtre de Verdure au Jardin Shakespeare dans le 16^e et le festival Clignancourt Danse sur les Rails.

Concernant le 16^e arrondissement, le festival du Théâtre de Verdure, situé au cœur du Bois de Boulogne, propose depuis 2022 une programmation pluridisciplinaire mêlant théâtre, musique, résidences d'artistes et, pour la première fois cette année, de la danse. En 2025, il poursuivra son développement avec des résidences d'écriture et de création, dont une adaptation de *La Tempête* de Shakespeare et un projet en art visuel.

Le festival renforcera également ses partenariats avec des institutions culturelles comme le Théâtre Jean Vilar de Suresnes et l'ESAD, tout en continuant à réunir amateurs et bénéficiaires d'accompagnements sociaux. De plus, une nouvelle édition des Rencontres du Théâtre de Verdure contribuera à structurer ce réseau en Île-de-France.

M^{me} GREE rappelle qu'en 2024, le festival a proposé 113 représentations, incluant 18 spectacles et 5 concerts sur une durée de 45 jours.

Il est proposé de fixer la subvention pour 2025 à 35 000 euros, dont 5 000 euros spécifiquement dédiés à la programmation musicale. M^{me} GREE souligne également que le festival Paris l'Été bénéficie à lui seul de 785 000 euros sur les 830 000 attribués.

Elle invite enfin l'assemblée à émettre un avis favorable pour l'attribution de ces subventions.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met aux voix la délibération.

Le projet de délibération 2025 DAC 7, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DVD 27** Tramways T3 de la porte de la Chapelle à la porte d'Asnières, de la porte d'Asnières à la porte Dauphine (16^e, 17^e, 18^e) Lignes T8 et TZen5. Communication du bilan annuel 2024 des projets.

M^{me} Vanessa EDBERG rapporteure.

M^{me} EDBERG déclare que la délibération présente le bilan annuel 2024 des projets d'extension du tramway T3, notamment son prolongement de la porte d'Asnières à la porte Dauphine, ainsi que des mises à jour sur les lignes T8 et TZen 5.

Elle détaille le financement, l'avancement des travaux, les marchés conclus et les actions de communication mises en place pour accompagner ces projets. L'extension du T3 vers l'ouest a été inaugurée le 5 avril 2024 après plusieurs phases de financement et de travaux.

Pour le 16^e arrondissement, cette extension concerne directement le tracé du tramway qui traverse le boulevard de l'Amiral Bruix et le boulevard Lannes jusqu'à la porte Dauphine. Cette portion a nécessité d'importants travaux d'infrastructure et d'aménagement urbain, ainsi que des ajustements en lien avec d'autres projets de transport.

M^{me} EDBERG ajoute qu'une attention particulière a été portée à la gestion des nuisances, notamment avec la mise en place d'un dispositif de relogement temporaire pour certains riverains impactés par des travaux bruyants aux abords de la porte Dauphine.

M. REDLER précise qu'il s'agit d'une communication sans vote et s'enquiert d'éventuelles observations.

M^{me} BOILLOT s'interroge au sujet des trois dossiers, encore en cours d'examen devant la commission de règlement à l'amiable, mentionnés dans la délibération. Elle aimerait savoir de quel type de litige il s'agit.

M^{me} EDBERG remercie M^{me} BOILLOT pour sa question. Elle indique ne pas disposer pour l'instant d'une réponse précise à communiquer, mais s'engage à revenir vers elle dans les prochains jours avec les éléments d'information nécessaires afin de lui apporter une réponse aussi complète que possible.

- **2025 DVD 30** Parc de stationnement Gros Boulainvilliers (16^e) — Convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes avec Paris Habitat et Principe de délégation de service public.

M^{me} Vanessa EDBERG rapporteure.

M^{me} EDBERG explique que le parc de stationnement Gros Boulainvilliers est actuellement exploité par la SAEMES dans le cadre d'une délégation de service public qui arrivera à échéance le 1^{er} septembre 2026. Elle précise que ce parking souterrain comprend 404 places pour véhicules légers, dont 322 en amodiation jusqu'en 2057, ainsi que des emplacements dédiés aux vélos et aux deux-roues motorisées.

La Ville de Paris et Paris Habitat, propriétaires de différentes parties du parking, souhaitent renouveler cette DSP pour une durée de 10 à 15 ans selon trois scénarios :

- Scénario de base : mise en conformité du parking.
- Option 1 : installation de bornes de recharge pour au moins 50 % des places VL.
- Option 2 : même objectif que l'option 1, mais avec une DSP étendue à 15 ans.

M^{me} EDBERG souligne que le futur délégataire devra également moderniser l'infrastructure, gérer les 322 amodiations existantes sans en créer de nouvelles et examiner leur éventuel rachat. Elle ajoute que l'exploitant devra encourager les mobilités douces en proposant des abonnements attractifs pour les vélos et véhicules partagés, ainsi qu'une tarification incitative pour les véhicules propres. Il devra en outre maintenir une accessibilité 24h/24 et 7 j/7 pour les abonnés et amodiataires.

Il est donc proposé de lancer dès à présent la consultation afin de désigner un nouvel exploitant.

M^{me} EDBERG invite l'assemblée à voter favorablement cette délibération.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations.

M^{me} BOILLOT se déclare gênée par cette délibération, tout comme elle l'a été par celle concernant le parking Foch. Elle établit un lien avec le projet « Rêver la Seine » prévu sur la dalle de Radio France soulignant qu'une fois encore, la Ville de Paris ne mentionne dans sa délibération que les parkings, les véhicules légers, les motos et les vélos.

Or, la stratégie récente des délégataires de parkings consiste désormais à diversifier leurs activités, en intégrant notamment des plateformes logistiques. Cette tendance se vérifie d'ailleurs dans les documents de la DVD, qui précisent clairement que le délégataire ne pourra s'opposer à l'implantation éventuelle d'un espace logistique urbain dans le parc et pourra activement rechercher de telles activités.

Elle rappelle la proximité immédiate du projet de logistique urbaine prévu sur la dalle de Radio France, à moins de 100 mètres, ce qui entraînera déjà un trafic conséquent. Elle note également qu'en face de Radio France, un autre espace logistique pourrait voir le jour, créant ainsi une pression supplémentaire sur le quartier. Elle évoque ensuite le cas de l'avenue Foch, où l'implantation d'une zone de

déchargement pour des véhicules allant jusqu'à 19 tonnes est envisagée, un élément qu'elle juge non négligeable.

Elle souhaiterait disposer d'une vision d'ensemble des projets de logistique urbaine envisagés dans l'arrondissement, estimant qu'il est crucial de pouvoir voter ces délibérations en toute connaissance de cause et de comprendre pleinement les implications de ce qui est proposé.

Elle conclut en annonçant qu'en l'absence de précisions sur ce qui sera dit en Conseil de Paris, elle votera contre cette délibération.

M. REDLER souligne que, dans ce cas précis, la situation diffère de celle de l'avenue Foch, car il s'agit, *a priori*, de parkings destinés principalement aux locataires et aux habitants de l'ensemble immobilier.

Cependant, il exprime sa compréhension des préoccupations soulevées et rappelle qu'il s'est opposé à plusieurs reprises à l'implantation de zones de logistique urbaine, en particulier rue Saint Didier.

Il propose ensuite de procéder au vote de la délibération.

Le projet de délibération 2025 DVD 30, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à la majorité du Conseil d'arrondissement avec 1 voix contre.

➤ **2025 DEVE 1** Plan Biodiversité 2025-2030 de Paris.

M. Benjamin GIRAUDAT rapporteur.

M. GIRAUDAT explique que Paris abrite une biodiversité urbaine exceptionnelle, avec près de 2 800 espèces sauvages, dont certaines sont menacées ou protégées. Il précise que cette biodiversité joue un rôle essentiel dans la qualité de l'air et la lutte contre les îlots de chaleur.

Dans la continuité du nouveau PLU, la Ville propose un plan biodiversité 2025-2030 structuré autour de trois axes stratégiques. Le premier vise à expertiser et préserver la biodiversité, avec un suivi renforcé et des actions ciblées sur les écosystèmes urbains. Le deuxième axe cherche à faire de la biodiversité un atout pour la résilience, en intégrant davantage la nature dans les aménagements urbains et en développant des espaces verts. Le troisième axe met l'accent sur la sensibilisation et l'implication des habitants, à travers des actions éducatives et des initiatives locales.

Le plan comprend 20 objectifs thématiques, ainsi que des indicateurs de suivi à l'horizon 2030.

Cependant, plusieurs points suscitent des interrogations. M. GIRAUDAT remarque, par exemple, la nécessité de créer de nouveaux réservoirs urbains de biodiversité et d'améliorer la qualité écologique de ceux existants. Il estime que la mise en œuvre du plan Arbre, bien qu'incluse dans ce cadre, n'est qu'un sous-ensemble de ces objectifs, alors qu'elle devrait être au cœur de la politique de biodiversité urbaine pour la vie quotidienne des Parisiens. Il souligne également que, malgré les chiffres impressionnants communiqués par la Ville, les données révèlent une concentration des plantations en périphérie et un remplacement fréquent des arbres matures par de jeunes pousses.

D'autres questions se posent, notamment le développement de la trame nocturne, la réduction de la pollution lumineuse et de l'impact de la réduction de l'éclairage public sur les espaces nocturnes, sans qu'aucune considération n'ait été donnée aux enjeux sécuritaires.

M. GIRAUDAT qualifie le rapport de catalogue de mesures, dont certaines méritent d'être encouragées tandis que d'autres sont critiquables. Il regrette que des points essentiels à la politique de biodiversité, tels que l'entretien des arbres, soient insuffisamment abordés. Il ajoute que des sujets pourtant importants, comme la gestion des rats et des moustiques tigres, sont même totalement absents de ce plan.

En raison de ces lacunes, M. GIRAUDAT invite l'assemblée à s'abstenir sur cette délibération.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations.

M^{me} BOILLOT note que le focus n° 2 met en avant la Seine, ce qui lui paraît positif, d'autant plus que la ville a été construite autour de ce fleuve. Dans le cadre du concept de Seine végétale, la mairie de Paris indique que « *la Seine sera notamment privilégiée pour étudier l'aménagement d'une continuité piétonne et de biodiversité reliant les bois de Boulogne et de Vincennes* ». En consultant les trois tomes du plan, elle constate que la mairie envisage sérieusement une continuité le long de la Seine, ainsi que sur certains axes routiers.

Elle aborde également le focus n° 3, centré sur les bois et notamment le bois de Boulogne, et rappelle que la mairie de Paris regrette le morcellement de ce bois et souhaite réduire, à court terme, le nombre de voies circulables. M^{me} BOILLOT interroge M. REDLER pour savoir s'il a été informé, consulté, voire concerté sur ce projet, et quelles solutions pourraient être envisagées pour atteindre cet objectif.

Elle mentionne également les demandes des associations cyclistes concernant l'extension des voies cyclables dans le bois de Boulogne tant pour la sécurité des cyclistes de loisir que pour les déplacements domicile-travail (vélo-taf).

Enfin, M^{me} BOILLOT se penche sur les cinq projets proposés par la mairie, et demande des précisions sur la manière dont ces projets ont été réfléchis et sélectionnés.

M. REDLER explique qu'il donnera une première réponse avant de laisser M. GIRAUDAT compléter. Concernant le bois, comme pour d'autres sujets, il précise qu'il n'a pas été consulté, ni même informé. Cependant, il se dit évidemment favorable à la sécurisation des cyclistes, notamment dans le bois de Boulogne, par le biais d'aménagements cyclables sécurisés, mais, contrairement à la mairie de Paris, il ne cherche pas à opposer les différents modes de transport. Il n'est pas contre la voiture pour le vélo ou pour la voiture contre le vélo. Il plaide plutôt pour une cohabitation harmonieuse entre tous les usages. Il souligne qu'il est important que les cyclistes puissent circuler librement et en toute sécurité, tout en veillant lors de la création de pistes cyclables à ce que les voitures puissent continuer à circuler et à stationner.

À ce propos, il cite un exemple où la Ville de Paris avait proposé de supprimer 100 % des places de stationnement sur l'avenue Paul-Doumer et dans les rues perpendiculaires. M. REDLER explique qu'il s'est battu pour conserver 50 % des places de stationnement, afin de permettre à la fois la création de pistes cyclables et la possibilité pour les résidents, notamment les personnes âgées et les familles, de continuer à circuler et à stationner librement.

Il conclut en précisant qu'il ne s'oppose pas par dogmatisme, mais qu'il s'oppose lorsqu'il estime qu'un projet ne bénéficie pas aux habitants du 16^e. En l'occurrence, il considère qu'il est crucial de disposer de pistes cyclables sécurisées dans le bois de Boulogne et avance dans ce sens avec les services de la Ville de Paris.

M. REDLER se tourne ensuite vers M. GIRAUDAT, lui demandant s'il souhaite ajouter quelque chose à ce sujet.

S'agissant des 5 focus du plan biodiversité, M. GIRAUDAT explique ne pas avoir été consulté.

M^{me} BALDINI déclare en avoir discuté avec la Ville de Paris alors qu'elle était en charge des espaces verts, les services de la Ville lui demandant les actions qui pouvaient être entreprises pour améliorer la biodiversité.

M. REDLER remercie M^{me} BALDINI et donne à nouveau la parole à M^{me} BOILLOT.

M^{me} BOILLOT remercie M. REDLER pour la sincérité de ses réponses et salue pour sa part la cartographie et le choix des items du Plan biodiversité.

M. REDLER propose de mettre aux voix le plan biodiversité 2025-2030.

Le projet de délibération 2025 DEVE 1, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement vote pour 1, abstentions 31.

- **2025 DEVE 2** Mise à disposition de compétences et de services entre la Ville de Paris (Direction des Espaces Verts et de l'Environnement) et l'Établissement Public Paris Musées.

M. Benjamin GIRAUDAT rapporteur.

M. GIRAUDAT explique que la convention entre Paris Musées et la Direction des espaces verts et de l'environnement, arrivée à échéance fin 2024, est proposée pour renouvellement jusqu'en 2027. Cette convention prévoit l'entretien horticole et arboricole des jardins de Paris Musées, une mission de conseil sur les aménagements paysagers sous réserve de l'accord de la DEV, ainsi que la gestion de deux jardins ouverts au public.

Cette convention vise à assurer la continuité des prestations nécessaires. Il est par conséquent proposé de l'approuver et d'autoriser sa signature. Dans le 16^e arrondissement, les musées concernés sont la Maison Balzac, le musée d'art moderne de la Ville de Paris et le Palais Galliera, musée de la mode de la Ville de Paris.

M. GIRAUDAT conclut en proposant un avis favorable à cette délibération.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met aux voix la délibération.

Le projet de délibération 2025 DEVE 2, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DFA 12** Avenant n°3 à la DSP du Jardin d'acclimatation (16^e/Avenant n°1 à la CODP relative à l'ancien Musée des Arts et Traditions Populaires (MATP) (16^e)

M. Benjamin GIRAUDAT rapporteur

M. GIRAUDAT rappelle que la Ville de Paris est propriétaire du jardin d'acclimatation ainsi que du bâtiment de l'ex-Musée des Arts et Traditions Populaires, situés dans le Bois de Boulogne. Le jardin d'acclimatation est exploité par la société Le Jardin d'Acclimatation, dans le cadre d'une délégation de service public d'une durée de 25 ans débutée en 2016 tandis que l'ex-Musée des Arts et Traditions Populaires fait l'objet d'une convention d'occupation du domaine public de 50 ans, signée en 2017 avec LVMH, dans le but de créer une institution culturelle.

Les avenants proposés ont pour objet de modifier les périmètres afin d'adopter le projet de réhabilitation de l'ex-musée des arts et traditions populaires ainsi que de ses abords. Il est ainsi prévu de réunir les bâtiments et les espaces extérieurs sous une seule convention. La superficie du jardin d'acclimatation serait réduite de 5 %, sans impact sur son accessibilité ni sur ses équipements. L'espace ajouté à l'ex-musée des arts et traditions populaires intégrerait des aménagements paysagers, un système de gestion des eaux pluviales, ainsi qu'un parvis végétalisé.

Il est par conséquent proposé d'approuver cette modification en signant un avenant n° 3 à la DSP du jardin d'acclimatation et un avenant n° 1 à la convention d'occupation du domaine public.

M. GIRAUDAT invite le Conseil d'arrondissement à émettre un avis favorable à cette délibération.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met aux voix la délibération.

Le projet de délibération 2025 DFA 12, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **Q162025047** Question orale posée à Jérémy REDLER, Maire du XVI^e arrondissement, par Julie BOILLOT, Conseillère d'Arrondissement, relative à la place du Trocadéro.

M^{me} BOILLOT précise que sa question orale porte sur l'aménagement de la place du Trocadéro. Elle indique qu'au moment de l'envoi de la question, l'information concernant l'envoi par la mairie de Paris d'un planning de travaux et d'aménagements n'était pas encore publique. Depuis, M. REDLER a communiqué à ce sujet.

Bien qu'elle reconnaisse que cela pourrait rendre sa question obsolète, elle relève qu'un article du *Parisien* a révélé que M. REDLER avait demandé la création d'une piste cyclable sécurisée sur la place du Trocadéro, une information qui ne figurait pas dans la communication officielle de la mairie. M^{me} BOILLOT en profite pour souligner la nécessité de réfléchir de manière plus globale au réaménagement et au rééquilibrage de l'espace public. Elle exprime son accord avec M. REDLER sur l'importance de maintenir un équilibre entre tous les modes de transport — cyclistes, piétons, automobilistes — et souligne que, bien que le projet de giratoire soit une initiative positive sur le fond, sa mise en œuvre ne respectait pas pleinement l'état de droit. Elle s'interroge donc sur la possibilité de réfléchir collectivement à une rénovation ou à un nouvel aménagement de la place, en tenant compte des critères actuels d'équilibre de l'espace public.

M. REDLER confirme qu'après plusieurs mois de lutte, la mairie du 16^e arrondissement a enfin obtenu des garanties écrites de la Ville de Paris concernant le lancement des travaux. Bien qu'il ait eu vent de ces informations depuis quelques jours, il indique qu'il attendait des confirmations écrites avant de pouvoir s'en réjouir pleinement.

M. REDLER remercie à cet égard le préfet de police, M. Laurent Nuñez, qui, comme il s'y était engagé après les Jeux olympiques, est allé jusqu'au bout de sa démarche. Le préfet a d'abord mis en demeure la Ville de Paris de rouvrir la place du Trocadéro, puis a publiquement annoncé que, si la réouverture n'était pas effectuée, il serait contraint de demander la réquisition des collaborateurs de la Ville de Paris pour procéder à cette réouverture. Grâce à cette pression, la maire de Paris a finalement donné l'ordre aux services municipaux de rouvrir la place, conformément à la demande formulée depuis plusieurs mois, notamment après les Jeux olympiques. M. REDLER rappelle à cet égard que l'autorisation de fermeture de la circulation sur cette partie de la place avait été accordée uniquement sous la condition que la Ville de Paris s'engage à rétablir la circulation comme elle était avant les Jeux, ce qui avait été spécifié dans le procès-verbal signé par la mairie du 16^e et la préfecture de police.

M. REDLER précise que les travaux nécessaires à la réouverture de la place devraient durer environ deux mois. Toutefois, pour limiter les désagréments, il a été décidé que ces travaux se dérouleraient uniquement de nuit. Ce choix permet de maintenir la circulation sur la place durant la journée, car, comme le souligne M. REDLER, une fermeture totale de la place en journée provoquerait un encombrement encore plus important. Cette organisation vise à minimiser les nuisances pour les riverains tout en assurant l'avancement des travaux. M. REDLER considère cette décision comme une victoire, rappelant que les combats remportés contre la mairie de Paris sont rares et qu'il convient donc de s'en réjouir unanimement.

M. REDLER confirme par ailleurs sa volonté d'installer une piste cyclable sécurisée sur la place du Trocadéro. Cet endroit est en effet très fréquenté par les cyclistes et, après avoir échangé avec eux, il constate que la configuration actuelle ne leur garantit pas un niveau de sécurité satisfaisant, comparé à l'ancienne configuration, ce qui renforce sa position en faveur de la réouverture de la place du Trocadéro. L'espace étant suffisamment vaste pour accueillir tous les usages, M. REDLER souhaite faire de cette place un modèle de cohabitation des différents modes de transport, permettant aux voitures de circuler librement tout en garantissant la sécurité des cyclistes.

- **V162025048** Vœu relatif à la non-utilisation du plastique dans les cantines scolaires et les crèches.

M^{me} BOILLLOT explique que ce vœu a été déposé à un moment où il semblait particulièrement pertinent, bien qu'il demeure toujours d'actualité. Elle rappelle qu'à partir du 1^{er} janvier 2025, en vertu d'une loi adoptée en 2018, l'utilisation du plastique dans la restauration collective, qu'elle soit publique ou privée, est désormais interdite, tant en cuisine que dans le service.

Cependant, un lobby influent, Plastique Alliance, a exercé une pression considérable sur la ministre en soutenant qu'il serait inconcevable d'éliminer le plastique des cantines scolaires. Ce lobby a invoqué diverses dispositions juridiques, tant nationales qu'européennes, pour faire pression sur le gouvernement, demandant la réintroduction de la vaisselle en plastique dans les cantines scolaires et les crèches. Face à cette pression, la ministre a annoncé son intention de prendre un décret pour assouplir cette interdiction, mais cette décision a déclenché une vive opposition de la part des associations de parents d'élèves et des professionnels de santé.

Par ce vœu, M^{me} BOILLLOT souhaite marquer l'engagement de la mairie du 16^e à ne pas réintroduire le plastique dans les cantines afin de protéger la santé des enfants. Bien que la ministre ait fait marche arrière et décidé de ne pas publier le décret, le lobby reste en effet toujours très actif. La proposition de loi est toujours en préparation, mais n'a pas encore été inscrite à l'ordre du jour parlementaire. M^{me} BOILLLOT veut donc maintenir ce vœu, car il représente un acte symbolique fort, envoyant un message clair aux parents d'élèves, qui sont légitimement préoccupés par cette question.

Elle rappelle que les dangers du plastique, notamment en tant que perturbateur endocrinien pour les jeunes enfants, sont largement documentés, et que ce vœu témoigne d'une prise de position résolue et mobilisatrice. Enfin, M^{me} BOILLLOT souligne qu'il est crucial d'envoyer un signal fort aux habitants du 16^e arrondissement et de contraindre la Ville de Paris à maintenir l'interdiction du plastique dans les crèches, puisque la gestion de ces établissements relève de sa compétence.

M^{me} BADAT-KARAM répond que, quels que soient les décrets adoptés ou non par ce gouvernement, la Caisse des écoles maintiendra sa politique actuelle. Depuis plusieurs années, un choix résolu a été fait en faveur de la vaisselle en inox, notamment pour les verres et carafes, ainsi que pour la vaisselle en porcelaine. Elle souligne qu'aucune révision de cette politique n'aura lieu, même si le gouvernement venait à adopter des décrets contraires. Elle rappelle que la vaisselle jetable et celle contenant des éléments plastiques ont été éliminées depuis longtemps, bien avant les dates mentionnées dans son vœu par M^{me} BOILLLOT, et que tous les contenants sont désormais en inox.

Elle précise également que la Caisse des écoles va encore plus loin dans sa démarche en distribuant des gourdes en inox à tous les enfants. En ce qui concerne les établissements privés, bien qu'il ne lui incombe pas de répondre en leur nom, elle observe que la majorité d'entre eux a déjà opté pour des choix similaires, notamment en matière de vaisselle en porcelaine et de contenants en inox.

M^{me} BADAT-KARAM conclut en soulignant que les décisions prises par la Caisse des écoles ne dépendent pas des décrets gouvernementaux, que ce soit en ce qui concerne le tri sélectif des déchets, la vaisselle ou la lutte contre le gaspillage. Elle considère que la collectivité est déjà un modèle en la matière et que cette situation mérite d'être saluée. Elle propose donc le retrait du vœu.

M^{me} BOËLLE ajoute qu'en ce qui concerne les crèches, il n'y a actuellement aucun sujet de discussion à ce propos. Les plus petits prennent leurs repas dans des contenants en porcelaine Arcopal, tandis que les enfants un peu plus grands, âgés de 2 à 3 ans, utilisent des assiettes à compartiment en inox. Elle précise que l'on est donc très loin de l'utilisation du plastique, et qu'elle veillera à ce que cette situation perdure, mais qu'à ce jour, il n'y a pas de sujet à soulever.

M^{me} BOILLLOT tient à préciser qu'elle n'a jamais douté de la volonté de la municipalité de ne pas réintroduire le plastique, mais reconnaît qu'une réelle inquiétude persiste chez les parents d'élèves. Elle admet que le vœu, tel qu'il est rédigé, peut ne pas convenir, mais elle se demande s'il ne serait pas pertinent de rassurer les parents d'élèves sur ce sujet, en valorisant par exemple les actions déjà entreprises par la municipalité.

M^{me} BADAT-KARAM s'engage à rappeler aux parents d'élèves que les écoles du 16^e arrondissement n'utilisent plus de vaisselle en plastique depuis très longtemps.

Dans ces conditions, M^{me} BOILLOT accepte de retirer son vœu.

➤ **V162025049** Vœu relatif à l'identification de « lieux sûrs » en cas de danger.

M^{me} BOILLOT explique qu'il pourrait sembler contre-intuitif de proposer la création d'un réseau de commerçants accueillant des victimes de harcèlement de rue, car cela pourrait laisser entendre, à l'inverse, que d'autres commerces ne le feraient pas. Or, tel n'est absolument pas l'objectif de ce vœu. L'enjeu est plutôt d'intégrer cet outil parmi ceux à disposition des élus locaux et des mairies, dans le cadre des actions visant à favoriser la réappropriation de l'espace public par les femmes et à réduire leur sentiment d'insécurité.

Elle rappelle que le vœu s'appuie sur des données du Haut Comité à l'égalité entre les femmes et les hommes, mettant en évidence l'ampleur du sentiment d'insécurité ressenti par de nombreuses femmes. Elle insiste sur le fait que toutes autour de la table ont sans doute déjà vécu des situations où elles se sont senties menacées, parfois par simple ressenti, parfois face à un véritable danger. L'initiative proposée repose donc avant tout sur la sensibilisation.

M^{me} BOILLOT évoque l'existence d'initiatives privées, comme celle de la Française des jeux, qui a transformé certains de ses points de vente en *safe places*. Elle propose que la mairie du 16^e joue un rôle moteur dans la mise en place d'un réseau similaire, en partenariat avec le commissariat et les associations de commerçants. Il s'agirait de sensibiliser ces derniers aux bons réflexes à adopter lorsqu'une victime entre dans leur établissement, et même d'anticiper des situations potentiellement dangereuses.

Elle rappelle que la majorité des victimes de harcèlement de rue sont de jeunes femmes et des adolescentes. Dans un arrondissement familial comme le 16^e, de nombreux parents d'élèves peuvent être inquiets à l'idée de laisser leurs filles circuler seules dans l'espace public. Cette initiative constituerait donc un outil parmi d'autres pour renforcer la sécurité.

Elle cite enfin l'exemple de la mairie d'Angers, qui vient de mettre en place un plan comprenant une vingtaine de dispositifs de ce type. Elle propose ainsi d'expérimenter une démarche similaire dans le 16^e arrondissement afin de créer un réseau de lieux sûrs et de renforcer la sensibilisation des commerçants.

M. REDLER informe M^{me} BOILLOT que cette initiative est déjà en cours de déploiement par la mairie en partenariat avec plusieurs associations. Ce travail s'inscrit notamment dans le cadre de la délégation de gestion des risques portée par M^{me} LELLOUCHE, avec la collaboration de M. LIONEL-MARIE pour la mobilisation des commerçants.

Il précise que, depuis plusieurs mois, la mairie a engagé des discussions avec diverses associations et acteurs impliqués dans la lutte contre toutes les formes de violences, d'isolement et de harcèlement. Plusieurs partenariats sont actuellement à l'étude, s'inscrivant précisément dans l'esprit du vœu proposé par M^{me} BOILLOT. La réflexion menée depuis plusieurs mois a ainsi déjà abouti à des pistes concrètes, dont un partenariat avec une application mobile de solidarité et de mise à l'abri. Toutefois, il souligne que son nom ne peut être mentionné en conseil pour le moment, car elle n'a pas encore été officiellement retenue.

Quoi qu'il en soit, il affirme que le projet est bien avancé et devrait se concrétiser dans les prochains jours ou semaines. Il conclut en annonçant que les détails seront bientôt dévoilés et considère que le vœu est, en quelque sorte, déjà exaucé.

M^{me} BOILLOT décide de retirer son vœu, celui-ci étant désormais sans objet.

Ordre du jour complémentaire

- **2025 DAC 346** Subventions (900 000 euros) et conventions avec 29 établissements cinématographiques parisiens.

M^{me} Bérengère GREE rapporteure.

M^{me} GREE déclare que la Ville de Paris propose d'apporter un soutien financier de 900 000 euros à 29 établissements cinématographiques répartis sur le territoire parisien, représentant un total de 34 salles indépendantes, toutes solidement ancrées dans leur quartier. Elle précise qu'il s'agit, pour la plupart, de salles d'art et d'essai, dont la diversité et l'attrait auprès de nouveaux publics doivent être préservés.

Ces établissements jouent un rôle culturel majeur en proposant une programmation de qualité, variée et souvent en version originale. De plus, ils s'investissent dans des actions éducatives en organisant des avant-premières, des rétrospectives et divers événements.

Concernant le 16^e arrondissement, M^{me} GREE indique que le Majestic Passy, appartenant au Groupe Dulac Cinéma, fait partie des bénéficiaires de ce dispositif et recevra une aide de 95 000 euros.

Elle invite donc le Conseil d'arrondissement à voter favorablement cette délibération.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met la délibération aux voix.

Le projet de délibération 2025 DAC 346, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DEVE 26** Subventions versées à 5 associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien de la PC ferroviaire (12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e et 20^e) et d'équipements sportifs 13^e.

M. Benjamin GIRAUDAT rapporteur.

M. GIRAUDAT rappelle que, depuis 2015, la Ville de Paris et la SNCF collaborent afin de développer de nouveaux usages sur la petite ceinture ferroviaire. Des conventions ont été signées progressivement pour encadrer cette gestion.

Dans le 16^e arrondissement, l'association Espaces intervient sur le Quai de la Muette, un secteur de la petite ceinture, dans le cadre de chantiers d'insertion. Ces projets permettent à la fois d'assurer l'entretien des lieux et de faciliter l'accompagnement vers l'emploi de personnes en insertion.

Pour 2025, la Ville de Paris prévoit d'attribuer un total de 410 676 euros pour ces initiatives. Plus spécifiquement, l'association Espaces recevra 133 042 euros, un montant réparti entre les 14^e, 15^e, 16^e et 17^e arrondissements.

En conclusion, M. GIRAUDAT propose d'émettre un avis favorable à cette délibération.

M^{me} BOILLOT s'étonne que, dans les documents fournis par l'association Espaces, seules les actions menées dans les 17^e, 14^e et 15^e arrondissements sont mentionnées, sans aucune référence au 16^e. Elle constate également que la délibération de la Ville de Paris ne mentionne pas non plus cet arrondissement, à l'exception de la présentation initiale. En consultant les autres pièces du dossier, elle note l'absence d'informations précises, notamment sur le nombre de personnels mobilisés, ce qui l'amène à se demander si l'association est réellement consciente de son rôle dans cette partie de la Petite Ceinture.

M. REDLER annonce avoir demandé à l'association un bilan des actions de l'association Espaces dans le 16^e arrondissement et propose ensuite de mettre la délibération aux voix.

Le projet de délibération 2025 DEVE 26, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement avec 1 abstention.

- **2025 DEVE 27** Subventions à 4 associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien horticole d'espaces verts (12^e, 16^e, 18^e et 20^e).
M. Benjamin GIRAUDAT rapporteur.

M. GIRAUDAT rappelle que la DEVE mène une politique d'insertion professionnelle en intégrant des personnes éloignées de l'emploi dans l'entretien des espaces verts parisiens. Ces parcours sont mis en place en partenariat avec quatre associations. Concernant le 16^e arrondissement, il indique que l'association Espaces bénéficie d'une subvention de 30 811 euros pour assurer l'entretien horticole des équipements sportifs.

Au total, la Ville de Paris prévoit d'attribuer 168 311 euros. M. GIRAUDAT propose donc d'émettre un avis favorable à la délibération.

M^{me} BOILLOT souligne qu'il existe un véritable sujet concernant l'association Espaces. Elle relève que celle-ci dispose d'une ligne budgétaire spécifique de 30 800 euros pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien des équipements sportifs. Elle s'interroge d'abord sur la nature des équipements sportifs concernés.

Elle observe par ailleurs qu'en 2024, l'association avait déjà bénéficié d'une subvention similaire, mais d'un montant inférieur, s'élevant à 23 500 euros. Espaces bénéficie donc d'augmentation de 31 % de cette subvention, alors même que l'entretien des espaces verts ne semble plus figurer dans le libellé. Elle déplore à nouveau l'absence totale d'informations dans les documents fournis avec la délibération et demande des précisions sur les équipements sportifs concernés ainsi que sur la justification de cette hausse de 31 % de la subvention dans le contexte financier actuel de la Ville de Paris.

M. GIRAUDAT indique que, comme pour la précédente délibération, la mairie demandera à l'association Espaces un bilan de ses actions menées dans le 16^e arrondissement.

M. REDLER propose de mettre aux voix la délibération.

Le projet de délibération 2025 DEVE 27, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à la majorité du Conseil d'arrondissement avec 2 votes contre.

- **2025 DFPE 50** Subventions (8 652 864 €), avenant n° 1 avec l'association ABC PUÉRICULTURE (16^e) pour ses 25 établissements d'accueil de la petite enfance et son service de garde à domicile.

M^{me} Sandra BOËLLE rapporteure.

M^{me} BOËLLE explique que la délibération porte sur l'octroi d'une subvention de fonctionnement de 8 652 864 euros destinée à l'association ABC Puériculture qui gère 25 établissements d'accueil du jeune enfant à Paris, dont trois situés dans le 16^e arrondissement : le Teddy Club, boulevard Flandrin, les Oursons rue Jean de La Fontaine, et Calinours rue Charles Tellier.

M^{me} BOËLLE ajoute que cette subvention, allouée pour l'année 2025, est essentielle pour assurer la pérennité de l'accueil des tout-petits et invite donc le Conseil d'arrondissement à émettre un avis favorable.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met la délibération aux voix.

Le projet de délibération 2025 DFPE 50, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DFPE 54** Subvention (2 032 492 euros), avenant n° 1 à l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris (U.D.A.F de Paris) (9^e) pour ses onze établissements d'accueil du jeune enfant.

M^{me} Sandra BOËLLE rapporteure.

M^{me} BOËLLE présente une subvention de fonctionnement de 2 032 492 euros destinée à l'Association Familiale de Paris, l'UDAF, située dans le 9^e arrondissement. Cette subvention concerne l'ensemble des établissements parisiens de l'association, représentant un total de 308 places.

Dans le 16^e arrondissement, deux établissements sont concernés : Saint-Honoré-d'Eylau, situé au 69 rue Boissière, qui dispose d'une capacité d'accueil de 42 enfants, ainsi que la halte-garderie de plein air des jardins du Ranelagh, qui accueille 32 enfants en demi-journée.

M^{me} BOËLLE demande qu'un avis favorable soit rendu afin de permettre l'accueil des tout-petits.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met la délibération aux voix.

Le projet de délibération 2025 DFPE 54, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **2025 DFPE 51 2025 DFPE/DSOL 51** — Subventions (138 650 euros) et conventions à six associations, pour leurs actions visant à renforcer les liens parents-enfants par des activités partagées, ludiques, etc.

M^{me} Laura LAMBLIN BENICHOU rapporteure.

M^{me} LAMBLIN BENICHOU indique que la Ville de Paris prévoit d'attribuer une subvention de 138 650 euros en 2025 à six associations engagées dans le soutien à la parentalité. Ces structures accompagnent les familles à travers des groupes d'échange, des ateliers éducatifs et de sensibilisation, ainsi que du soutien psychologique.

Pour le 16^e arrondissement, il est proposé d'accorder une subvention de 10 000 euros à l'association Stop VEO — Enfance sans violences, afin de financer un projet de sensibilisation aux violences éducatives ordinaires.

M^{me} LAMBLIN BENICHOU invite l'assemblée à émettre un avis favorable.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations puis, en l'absence de remarques, met la délibération aux voix.

Le projet de délibération 2025 DFPE 51, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **V162025057** Vœu relatif à la restauration du grand orgue de l'église Notre-Dame d'Auteuil.

M^{me} GREE propose à l'assemblée d'adopter un vœu demandant à la Ville de Paris d'engager rapidement le nettoyage du grand orgue de l'église Notre-Dame d'Auteuil, rendu inutilisable en raison de la poussière de plomb déposée lors des récents travaux de restauration de l'édifice.

Ce vœu sollicite également la mise en place d'un calendrier précis de restauration ainsi que des mesures de protection pour éviter de tels dommages lors de futurs chantiers. Il insiste enfin sur la nécessité d'un soutien aux initiatives locales visant à valoriser cet instrument d'exception.

M^{me} GREE invite le Conseil d'arrondissement à émettre un avis favorable.

➤

M. REDLER souligne que ce sujet lui tient particulièrement à cœur et rappelle que la mairie du 16^e a toujours soutenu l'église Notre-Dame d'Auteuil, engagement qu'elle poursuivra avec détermination. Il exprime l'espoir que le Conseil d'arrondissement adopte ce vœu à l'unanimité et le met aux voix.

Le vœu V162025057 relatif à la restauration du grand orgue de l'église Notre-Dame d'Auteuil, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **V162025058** Vœu relatif à la dénomination d'une allée Albert Ouzoulias chemin des Réservoirs dans le XV^e arrondissement.

M. REDLER indique que ce vœu, porté par M. SZPINER, vise à demander que le chemin des Réservoirs, situé devant le monument des fusillés de la cascade du Bois de Boulogne, soit renommé en hommage à Albert Ouzoulias, figure majeure de la Résistance et de la libération de Paris. Élu parisien et habitant du 16^e arrondissement, celui-ci a joué un rôle clé dans l'insurrection d'août 1944 ainsi que dans le travail de mémoire en hommage aux combattants.

Il invite le Conseil d'arrondissement à émettre un avis favorable.

Le vœu V162025058 relatif à la dénomination d'une allée Albert Ouzoulias chemin des Réservoirs dans le XV^e arrondissement, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **V162025059** Vœu relatif au désenclavement du quartier du bas de Passy.

M^{me} BADAT-KARAM explique que ce vœu a pour objectif de demander à la Ville de Paris de prendre des mesures pour désenclaver le quartier du Bas de Passy, isolé par un fort dénivelé et mal desservi, créant des difficultés de mobilité pour les habitants, en particulier pour les personnes âgées, celles en situation de handicap, ainsi que les parents avec de jeunes enfants.

Il est ainsi proposé d'étudier l'installation d'un moyen mécanique de descente — escalator, ascenseur ou navette — et d'examiner toutes les options possibles pour améliorer l'accès au quartier.

Une réunion avec Île-de-France Mobilité et la RATP est par ailleurs demandée pour faire avancer ce dossier, qui est en attente depuis huit ans.

M^{me} BADAT-KARAM souligne que cette question est une priorité pour la mairie du 16^e, qui est régulièrement sollicitée par l'association Passy-Seine avec laquelle la mairie travaille étroitement, relayant fréquemment ses demandes lors des conseils d'arrondissement, du conseil de Paris et auprès des services de la ville, de la RATP et de la région Île-de-France.

Elle conclut en insistant sur l'importance de ce dossier et en proposant un avis favorable pour ce vœu.

M. REDLER déclare que ce sujet lui tient particulièrement à cœur depuis de nombreuses années, et que la mairie du 16^e se bat ardemment pour trouver une solution. Il précise qu'il s'est rendu sur place à plusieurs reprises, y compris récemment avec Jean Castex, l'ancien Premier ministre et Président de la RATP, afin qu'il puisse constater les difficultés rencontrées par les habitants.

M. REDLER assure qu'il continuera à se battre pour le désenclavement du quartier du bas de Passy et se joint à sa première adjointe pour saluer le travail remarquable réalisé en partenariat avec l'association Passy-Seine, qui œuvre en bonne intelligence et avec persévérance sur ce sujet.

M^{me} BOILLOT fait remarquer que l'absence de progrès sur ce dossier perdure depuis de nombreuses années. Elle rappelle que la question de l'escalier de Passy figurait déjà en 2008 dans le programme municipal de Claude GOASGUEN, et évoque un « serpent de mer » qui remonte peut-être même au mandat de Pierre-Christian TAITTINGER. Elle insiste donc sur la nécessité d'aboutir enfin à une solution concrète.

Elle rappelle également qu'en novembre dernier, elle avait interrogé M. REDLER lors d'une question orale, à la suite de la visite de Jean CASTEX. Elle réitère à cette occasion la pertinence d'utiliser le levier des Assises de la mobilité des transports en commun, qui se tiendront en partenariat avec l'APF et le ministre des Transports, disposant d'une enveloppe budgétaire dédiée à ces projets. D'ici 2029, 29 escalators devraient ainsi être installés à Paris, ce qui représente une opportunité pour obtenir des financements en faveur de ce projet.

M^{me} BOILLOT conclut en exprimant sa confiance dans la mobilisation de tous pour trouver les ressources nécessaires et annonce qu'elle votera favorablement ce vœu.

M. REDLER estime que plusieurs enjeux se croisent dans cette question, notamment un aspect patrimonial. Il rappelle qu'il avait déjà évoqué ce sujet en réponse à une précédente question lors d'un conseil d'arrondissement et à la suite de sa visite sur place avec Jean CASTEX. Cette ligne sera en effet la première entièrement accessible. M. REDLER précise à cet égard qu'en France, contrairement à d'autres pays, une ligne ne peut être déclarée accessible que si l'ensemble de ses stations le sont. Par conséquent, une solution devra nécessairement être trouvée.

Il insiste sur la nécessité de poursuivre les efforts pour que ce projet aboutisse dans les meilleurs délais et affirme que tout sera mis en œuvre pour éviter qu'il ne soit abandonné. Il se dit confiant quant à la possibilité de trouver une solution et assure qu'il continuera à suivre personnellement l'avancement de ce dossier.

M^{me} BADAT-KARAM tient à préciser que la solution proposée par la RATP ne résoudra pas le problème pour l'ensemble des usagers, mais uniquement pour ceux empruntant les transports en commun. Le vœu soumis par la mairie du 16^e demande donc une solution plus globale, au-delà de l'accessibilité de la ligne 6, qui ne bénéficiera qu'aux personnes munies d'un titre de transport. Elle rappelle ainsi que la demande porte sur des alternatives plus inclusives, telles que l'installation de navettes ou d'un escalator, afin de répondre aux besoins de l'ensemble des habitants et visiteurs du quartier.

M. REDLER propose de mettre le vœu aux voix.

Le vœu V162025059 relatif au désenclavement du quartier du bas de Passy, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **V162025060** Vœu relatif à l'autorisation à emprunter les voies bus pour les véhicules de personnes à mobilité réduite titulaires de la carte mobilité-inclusion.

M. REDLER propose d'adopter un vœu demandant à la Ville de Paris d'autoriser les véhicules des personnes à mobilité réduite à circuler sur les voies de bus afin d'améliorer leur sécurité, leur accessibilité et leur temps de trajet. Il suggère d'abord une phase d'expérimentation avant une éventuelle généralisation, accompagnée d'une signalisation adaptée, d'une évaluation de l'impact sur le trafic et d'une communication claire à destination des usagers.

Il souligne que la circulation devient de plus en plus difficile pour l'ensemble des usagers parisiens et que cette problématique est encore plus marquée pour les personnes en situation de handicap. Selon lui, cette mesure est tout à fait envisageable, d'autant que les dispositifs de contrôle automatisés et les caméras permettraient de gérer efficacement l'accès aux couloirs de bus pour les véhicules des titulaires de la carte de stationnement pour personnes en situation de handicap, déjà répertoriés par la préfecture.

M. REDLER rappelle que cette disposition existe déjà sur le boulevard périphérique, où la voie réservée est accessible aux personnes à mobilité réduite. Il juge donc pertinent d'étendre cette possibilité aux couloirs de bus parisiens pour faciliter leurs déplacements.

Dans un contexte où la circulation à Paris risque d'être encore davantage restreinte, comme l'a illustré la récente consultation citoyenne sur la piétonnisation de 500 nouvelles rues – contre laquelle 76 % des habitants du 16^e arrondissement se sont prononcés défavorablement —, il insiste sur l'urgence

d'apporter des solutions concrètes aux personnes en situation de handicap. Ce vœu vise ainsi à leur garantir de meilleures conditions de mobilité et d'accessibilité dans l'espace urbain.

M. REDLER s'enquiert d'éventuelles observations.

M^{me} BOILLLOT indique que, contrairement à son habitude, elle votera contre ce vœu, car celui-ci lui pose problème. Elle évoque notamment le « Considérant » selon lequel « *les voies de bus offrent une circulation plus sûre et moins encombrée, réduisant ainsi les risques d'accident pour ces usagers vulnérables* ». Elle rappelle à cet égard que toute personne au volant d'un véhicule est censée être en pleine possession de ses moyens et se comporter comme n'importe quel autre conducteur. Cela l'amène à s'interroger sur la volonté et la vision sous-jacentes à cette mesure, notamment vis-à-vis des personnes à mobilité réduite.

Par ailleurs, elle rappelle que les voies de bus sont déjà empruntées par des cyclistes, des trottinettes et d'autres usagers vulnérables. Dès lors, elle estime contre-intuitif d'y augmenter le trafic, en particulier en y intégrant des usagers « vulnérables » dont on semble sous-entendre qu'ils ne seraient pas en pleine possession de leurs moyens.

Pour toutes ces raisons, elle affirme ne pas souhaiter ajouter de circulation supplémentaire dans ces voies et confirme son intention de voter contre ce vœu.

M. REDLER considère important d'aider les personnes à mobilité réduite ainsi que leur famille, qui rencontrent de nombreuses difficultés pour circuler. Il affirme donc maintenir son vœu et le met aux voix.

Le vœu V162025060 relatif à l'autorisation à emprunter les voies bus pour les véhicules de personnes à mobilité réduite titulaires de la carte mobilité-inclusion, mis aux voix par M. REDLER, est adopté à la majorité du Conseil d'arrondissement avec 1 voix contre.

- **V162025061** Vœu relatif à la rénovation de l'éclairage public sur l'avenue Foch à Paris (XVIe).

M. REDLER propose un vœu relatif à la rénovation de l'éclairage public de l'avenue Foch, un sujet de longue date porté par la mairie du 16^e arrondissement. Des avancées significatives ont déjà été obtenues, notamment avec la rénovation des éclairages des contre-allées, un combat mené par M. SPZINER et, auparavant, par Claude GOASGUEN. Cette rénovation progressive revêt une importance particulière, l'avenue Foch étant une artère particulièrement sombre, surtout en soirée, rendant un éclairage de qualité indispensable.

Toutefois, une partie essentielle reste à moderniser, en particulier l'axe central, qui constitue le cœur du projet. Cette rénovation avait été programmée pour 2025, une perspective dont M. REDLER se réjouissait, la mairie du 16^e s'étant investie avec détermination sur ce dossier. Or, il annonce avoir récemment appris que ce chantier avait été déprogrammé et ne figurait plus parmi les priorités de la mairie de Paris, en dépit des efforts déployés pour son inscription. Il souligne que le système d'éclairage actuel est extrêmement vétuste et nécessite un remplacement urgent.

En conséquence, il soumet ce vœu afin de demander solennellement à la Ville de Paris de reprogrammer cette rénovation dans son plan de charge 2025.

M. REDLER met le vœu aux voix.

Le vœu V162025061 relatif à la rénovation de l'éclairage public sur l'avenue Foch à Paris (XVIe), mis aux voix par M. REDLER, est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

- **V162025062** Vœu relatif au soutien de la Ville de Paris au développement d'un projet muséal consacré à Hector Guimard au sein de l'hôtel « Mezzara » (Paris XVIe).

M^{me} GREE propose l'adoption d'un vœu visant à demander à la Ville de Paris de soutenir la création d'un musée consacré à Hector Guimard et à l'Art nouveau au sein de l'hôtel Mezzara, situé au 60 rue La Fontaine.

Porté par le Cercle Guimard et Hector Guimard Diffusion, ce projet permettrait de mettre en valeur l'héritage architectural de Guimard tout en renforçant le rayonnement culturel et touristique de la capitale.

Alors que l'immeuble fait actuellement l'objet d'un troisième appel à candidatures pour un bail emphytéotique, le Conseil d'arrondissement du 16^e souhaite que sa vocation muséale soit pleinement reconnue et préservée.

M^{me} GREE invite donc l'assemblée à voter favorablement sur ce vœu, rappelant que plusieurs demandes similaires ont déjà été déposées depuis de nombreuses années.

M. REDLER met le vœu aux voix.

Le vœu V162025062 relatif au soutien de la Ville de Paris au développement d'un projet muséal consacré à Hector Guimard au sein de l'hôtel « Mezzara » (Paris XVIe) est adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement.

L'ordre du jour étant épuisé, M. REDLER remercie l'ensemble des membres du Conseil d'arrondissement pour leur participation et lève la séance.

La séance est levée à 20 h 33.